



**Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux
défenseurs des droits de l'Homme**

**« REVOLUTIONS ARABES »
A L'ÉPREUVE DU DEFI DU VIVRE ENSEMBLE DEMOCRATIQUE**

Mohamed – Sghir JANJAR

**Réunion du Conseil d'administration de la FEMDH
Paris, 11 mai 2013**

www.emhrf.org

« Révolutions arabes » : quelle lecture ?

Si on met de côté la querelle des dénominations (soulèvements, insurrections, révoltes, révolutions ...) que seuls les processus historiques futurs trancheront, on est en droit de reconnaître que la région Afrique du nord et Moyen Orient connaît depuis la fin de l'année 2010, une mutation socio-politique majeure.

A ce stade où semble s'ébaucher difficilement, et souvent violemment comme en Syrie, un processus d'émancipation d'un autoritarisme politique qui a longtemps imprégné l'Etat-nation moderne et ses expressions idéologiques (nationalistes, arabistes, socialistes ou islamistes ...), toute tentative de prospective serait de l'ordre du pari ou de la gageure. Cela l'est d'autant plus que l'histoire nous a appris à reconnaître derrière les grands moments d'effervescence et de pulsions historiques, la venue nécessaire d'autres moments de renversements, de reflux ou de ruptures.

Nous nous contenterons ici de tenter une lecture de la situation actuelle dans la région, de chercher quelques éléments susceptibles de rendre intelligibles les développements sociopolitiques en cours et d'essayer, autant que possible, de repérer les nouveaux enjeux que de tels bouleversements imposent à la cause des droits de l'homme et à leurs défenseurs dans la région.

Il y aurait au moins deux manières de concevoir et de lire les développements politiques que connaît la région depuis le soulèvement populaire en Tunisie qui a mis fin au régime autoritaire de Ben Ali (14 janvier 2011) :

– Celle qui y voit l'Évènement par excellence ; une de ces ruptures singulières et rares dont l'irruption soudaine, imprévue et difficile à anticiper déchire le cours ordinaire de l'histoire pour inventer un nouveau régime de temporalité. Dans le langage d'un philosophe comme J. Derrida, l'évènement serait ainsi ce qu'on peut dire, mais sans pouvoir jamais le prédire. Il nous tombe verticalement dessus, sans que nous puissions le voir venir. Et avant son advenue, l'évènement ne peut être que de l'ordre de « l'impossible »¹. Il y a dans cette conception derridienne de l'évènement tous les éléments constitutifs de la conception très répandue de « révolution ». Celle-là même qu'on a amplement utilisée dans les premiers mois qui ont suivi les soulèvements arabes. Elle désigne en effet un processus de rupture radicale avec l'ordre ancien et l'émergence d'un monde nouveau ; l'ouverture d'une nouvelle séquence historique porteuse d'un ordre social et d'une espérance humaine inédite. Cette lecture enthousiaste et quasi mystique des premiers temps du dit « Printemps arabe » a été très vite gagnée par le doute, notamment après les péripéties électorales qui ont suivi les chutes des régimes (Tunisie, Egypte, Lybie) ou la réforme constitutionnelle (le cas du Maroc). Elle s'est trouvée même écartée, voire oubliée sous l'effet des tensions et des dérèglements socio-politiques « post- révolutionnaires ».

– Il y aurait une seconde lecture des développements politiques que connaissent les pays de la rive sud de la Méditerranée ; une lecture qui, à mon sens, mérite toute notre attention. Elle s'inspire de l'approche élaborée par Alexis de Tocqueville dans « **L'ancien régime et la Révolution** »², ouvrage dans lequel Tocqueville déconstruit la notion de révolution-rupture et montre la révolution française de 1789 sous un visage inédit. Celle-ci était pour lui, moins une négation du passé, qu'une traduction en actes des transformations sociales et culturelles qui se sont accumulées longuement et lentement sous l'Ancien Régime. Les acteurs de l'évènement comme ses chroniqueurs, l'ont certes vécu et conçu sous le monde de la naissance d'un monde nouveau ne devant, ni partageant rien avec l'ancien, mais, en réalité, nous dit Tocqueville, loin d'une dynamique de table rase, la révolution fut surtout un long et pénible ajustement du système politique sur une société qui avait déjà profondément changé sous l'ancien régime.

« Révolutions arabes » et les trois transitions

¹ Jacques Derrida, « Une certaine possibilité impossible de dire l'évènement » in **Dire l'évènement, est-ce possible ? Séminaire de Montréal pour Jacques Derrida**, L'Harmattan, 2001, p. 96.

² C'est un ouvrage tardif dans l'œuvre de Tocqueville, publié en 1856, soit près de 20 ans après son célèbre livre « **La démocratie en Amérique** ». Voir l'édition Folio/Gallimard, 1967.

Je formule l'hypothèse que cette grille de lecture toquevillienne est à même de produire quelques effets d'intelligibilité quant au processus politique en cours dans les pays arabes. De quoi s'agit-il ?

En 2011, les soulèvements que connut la région ont d'abord rendu visibles sur les écrans du monde entier, ces jeunes arabes qui ont pris leur destin en main et ont choisi de descendre dans la rue pour mettre fin à une longue phase d'immobilisme politique. Mais par-delà ce fait social massif et immédiat, ces soulèvements ont révélé l'ampleur des mutations qui ont transfiguré les sociétés arabes au cours des cinquante dernières années. Le nouvel acteur désormais décisif (la jeunesse) qui s'est révélé à l'occasion de ce qu'on a appelé le « Printemps arabe », est le produit de trois formes de transitions qui ont mis plusieurs décennies à se construire : *une transition démographique* ; une transition urbaine et une transition éducative.

En effet, dans la rive sud, l'irruption des jeunes sur la scène politique est d'abord l'œuvre d'une transition démographique qui a inauguré, dans l'ensemble de la région, un moment socio-historique caractérisé par la chute des taux de fécondité (*en quatre décennies le taux moyen de fécondité est passé de 7,5 enfants par femme à 2,3*) et l'inexorable montée en puissance des cohortes jeunes (*la majorité de la population(70%) était âgée de moins de trente ans à la veille des soulèvements*), avant que ne s'enclenche le processus de vieillissement de la population à l'horizon des années 2030³. Loin de se limiter à la seule baisse de la natalité, les effets de la transition démographique provoquent une profonde mutation socioculturelle marquée notamment par le recul du patriarcat (et la crise de son système de valeurs), la transformation des rapports entre les générations et les sexes, l'émergence de l'individu et la remise en question des formes anciennes des rapports de pouvoir dans le couple comme dans le champ politique.. Par ailleurs, la transition démographique s'est appuyée, partout au sud de la Méditerranée, sur deux autres transitions non moins importantes ; celle éducative liée à une rapide généralisation de l'enseignement de masse (*plus de 90% des jeunes âgés de 15-19 ans savent lire et écrire, et dans certains pays arabes plus de 50% des jeunes (18-24 ans) accèdent l'enseignement supérieur*) doublée d'une urbanisation accélérée (*au Maroc, par exemple, pays qui a toujours été profondément rural, le taux d'urbanisation dépasse 56% et atteindra 70% à l'horizon de 2030*). De la conjonction de ces trois mutations sociales est né le nouvel et incontournable acteur sociopolitique qu'incarnent désormais des jeunes éduquées, urbaines et durablement ancrées dans l'ère de la culture numérique.

En une génération, les fortes aspirations qu'engendra ce contexte transitionnel, se sont effondrées sous les effets de frustrations matérielles et symboliques dont souffrent les jeunes en premier lieu (sous-formation, chômage, mal être, précarité et difficultés d'accès à l'autonomie socioéconomique...) Au tournant du siècle, partout au sud de la Méditerranée, la situation était devenue porteuse de profondes tensions générationnelles et favorable à l'éclosion d'une société civile réfractaire aux anciennes formes d'autorité.

Ces éléments anthropologiques irréductibles pris dans leur dimension dynamique, laissent penser que ce qu'on appelle communément le « Printemps arabe » ou les « Révolutions arabes », n'a rien d'une parenthèse ou d'une secousse politique passagère. Nous avons affaire à un phénomène historique inscrit dans la durée ; un fait évolutif, et dont la lecture gagnerait à s'étendre au-delà de la cartographie présente des forces et expressions politiques en compétition. Cependant, si les éléments anthropologiques précités contribuent à la l'intelligibilité des mutations sociales et culturelles dans la région arabe, ils n'enlèvent rien à la nouveauté des bouleversements politiques en cours, à l'incertitude que ces derniers instaurent, et ne préjugent pas de ce que de tels processus complexes produiraient dans le futur.

Le contexte socio-politique présent

La séquence socio-politique inaugurée par les manifestations de Sidi Bouzid en Tunisie à la fin de l'année 2010, s'est articulée temporellement en deux actes. L'acte premier est celui du soulèvement populaire qui met fin à

³ Les projections des démographes montrent qu'un rapprochement démographique entre les pays arabes et nations occidentales développées (Europe, Amérique du nord et Australie) pourra intervenir autour de l'année 2050. Les jeunes arabes âgés de de 15 à 24 ans ne représenteront plus que 12,8 % de la population, tandis que le taux de la tranche d'âge (25- 64 ans) atteindra 23,4%. D'ores et déjà, dans la plupart des pays arabes, l'explosion démographique et la croissance des taux des jeunes (15-24 ans) appartiennent désormais au passé. Et certains pays arabo-musulmans comme le Liban, la Tunisie, le Maroc, la Turquie et l'Iran, ont déjà atteint les critères bas de fécondité en vigueur en Europe.

la dictature. Il s'est réalisé dans sa forme la plus nette en Tunisie et en Egypte, fut laborieux et complexe au Yémen, son accouchement a nécessité l'intervention de forces étrangères en Libye, et il prend aujourd'hui des dimensions dramatiques en Syrie. La symbolique de ce premier moment fut déroutante pour les acteurs comme pour les observateurs. Le peuple habituellement segmenté, a su, à travers des lieux, des pratiques de mobilisation et de contestation, des slogans ou des images, générer du « commun » et se forger un destin collectif. Et c'est en cela que réside, sans doute, la magie fascinante de ce premier moment d'un processus appelé nécessairement à être long et complexe. En faisant cause commune contre le pouvoir autoritaire, les différentes composantes de la société ont mis en avant la lutte pour la liberté et la dignité. Aussi le peuple se présente-t-il en tant que société civile dans laquelle se neutralise momentanément les logiques de pouvoir et les clivages idéologiques.

Le second acte désigne le moment qui sera, sans doute, long et tortueux ; celui ; du passage de la lutte pour la liberté à son institutionnalisation démocratique. Cette transition n'a rien de mécanique dans le sens où il s'agit d'un processus complexe de fondation aux dimensions multiples (politique, sociale et culturelle) d'institutions et de cadre d'une vie démocratique, avec ses règles, son éthique et sa culture.

Après l'enthousiasme, la magie des soulèvements populaires et de la chute des régimes autoritaires, les acteurs de la nouvelle ère se sont vite rendus-compte qu'ils ne parlaient pas le même langage et ne se référaient pas aux mêmes conceptions de l'homme, du temps, de l'histoire, de l'identité, de l'individu ou des frontières entre le public et du privé. Ces divergences en termes de culture politique et de culture tout court, se sont révélées au seuil de cette seconde étape ; celle de la construction des institutions de la nouvelle ère (élections, écriture des constitutions, création de nouvelles lois, mise en place des principes d'une justice transitionnelle, la reconfiguration des rapports entre l'Etat et les citoyens, etc.) Il s'est donc avéré que le processus de construction d'un modèle du vivre-ensemble est plus complexe, et n'a que très peu de choses à voir avec le temps du soulèvement populaire, celui de la production collective du « commun » ; temps fugace et magique généré par les soulèvements populaires de l'acte premier du « Printemps arabe ».

Le nouveau contexte impose, dans les pays où il a été mis fin à la dictature, le défi d'œuvrer pacifiquement pour l'élargissement des espaces d'un modèle de vivre-ensemble que partageraient le plus grand nombre de citoyens. Or, pour qu'il soit le plus inclusif possible, un tel modèle doit garantir à tous les droits et libertés fondamentales...

En choisissant la liberté après un long temps d'hésitation (la crainte traditionnelle du chaos = *fitna*), les peuples de la région se voient dépourvus de son langage et des mécanismes de sa mise en œuvre dans la vie subjective des individus comme au sein des espaces publics et dans les institutions. La chute des régimes autoritaires a révélé un champ politique éclaté, disputé par les projets de société antagonistes et des récits politiques ou identitaires contradictoires véhiculant des conceptions très divergentes du Bien, du Beau et du Bon.

Après des décennies d'errance autoritaire aux multiples expressions (nationaliste, arabiste, socialiste, islamiste, etc.), la majorité des acteurs (des anciens marxistes aux islamistes) semblent adhérer à l'idée d'une nécessaire adoption des mécanismes du vivre-ensemble démocratique moderne. Ces dispositifs peuvent être résumés en quatre termes :

- **Les élections** : la souveraineté populaire ; l'alternance politique pacifique et l'acceptation que l'espace du pouvoir soit vide et non éternellement rempli par la figure d'un chef sacralisé, d'un parti unique ou d'un guide spirituel.
- **La délibération** : comme mode de gestion des conflits, avec ce que cela suppose comme société civile autonome et dynamique, un espace public et des instances de débat (parlement, presse libre, médias indépendants, etc.)
- **La décision** : l'exercice du pouvoir par les forces politiques légitimes qui ont reçu mandat des électeurs.
- **La reddition des comptes** : par ceux qui ont reçu mandat de gouverner et de gérer la chose publique.

Certes, le degré d'adhésion à de tels mécanismes varie selon les acteurs politiques et suivant leur expérience et leur culture politique, mais, la pression des sociétés civiles aidant, on est en droit de noter que l'intégration et l'intériorisation de ces principes avancent dans les mentalités. Par ailleurs, les courants importants du mouvement islamiste ont progressé au cours des vingt dernières années sur la voie de la théorisation de telles

procédures démocratiques (*ta'ssil*). C'est au niveau de la pratique institutionnelle que de tels principes devraient encore recevoir un contenu et une consistance. Pour cela une sorte de révolution culturelle serait nécessaire pour que les différents acteurs puissent aller au-delà du consensus autour des aspects procéduraux précités et intégrer les fondements du vivre ensemble démocratique que constituent les droits de l'Homme.

Dans l'état actuel des choses où des divergences importantes marquent encore les diverses visions des finalités et valeurs ultimes (le Bien, le Beau et le Bon), les droits de l'Homme en tant que norme universelle et indivisible peuvent constituer le terrain commun, la garantie de la dignité de l'être humain considéré comme fin en soi, et non le simple moyen au service de telle ou telle volonté. En définissant l'être humain comme valeur absolue, volonté autonome ne se soumettant qu'aux lois dont elle est l'auteur, la pensée moderne des droits de l'Homme, conçoit ce dernier avant tout comme liberté. Mais pour accéder à ce noyau philosophique, fondateur d'un modèle de vivre-ensemble démocratique et nécessaire pour intégrer les sociétés arabes dans l'universalisme d'une humanité moderne, la révolution culturelle évoquée précédemment s'impose. Elle prendra du temps, s'opérera sur des niveaux divers : culturel pour forger le nouveau langage de la liberté (l'homme, l'individu, le citoyen, le public et le privé, l'identité, le temps et l'histoire, etc.) ; un niveau politique pour faire fonctionner le potentiel d'invention démocratique (les constitutions, les institutions, les lois et règles nouvelles, etc.) ; et aussi socio-économique en vue de garantir les conditions vitales de la dignité humaine.

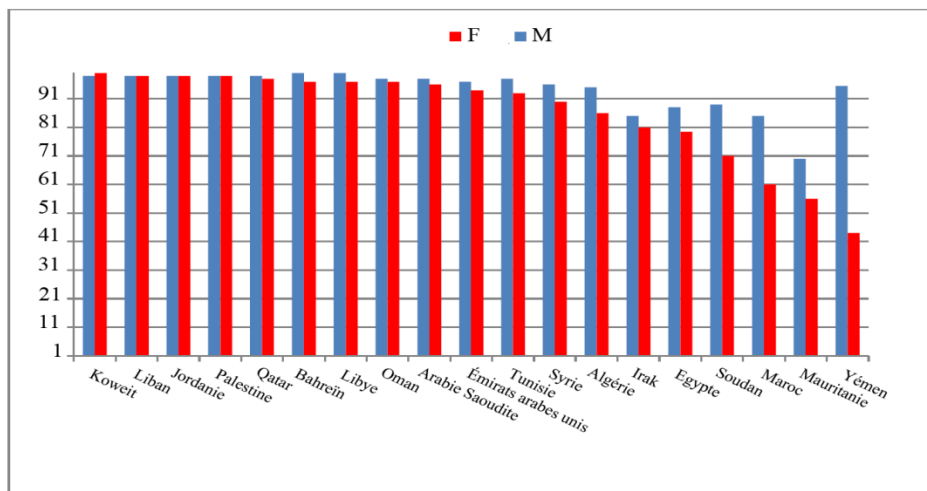
En guise de conclusion

Si les transformations sociales et culturelles exposées au début de cette communication, ont certes transfiguré les sociétés de la rive sud de la Méditerranée et ont rendu possible la sortie de l'autoritarisme, elles sont loin de les garantir contre les risques de reflux, les tensions et le chaos. L'autoritarisme des cinquante dernières années quelles que soient ses expressions idéologiques, a amplement fonctionné grâce à l'important déploiement de l'énergie identitaire. Autrement dit, si l'Etat-nation moderne a pu s'écarter de son cheminement historique vers la démocratie, cela n'a été rendu possible, idéologiquement, que par une instrumentalisation massive des ressources identitaires. Ainsi outre les séquelles politiques de l'autoritarisme, les errances identitaires du passé, ont complexifié dans le monde arabe et plus qu'ailleurs le processus de sortie du théologico-politique.

Inutile de souligner le caractère décisif que revêt la phase actuelle dans le devenir de la démocratie dans la région. Les pays pionniers (Tunisie, Egypte) sont à un tournant essentiel de leur histoire moderne ; tournant dont l'impact pourrait être décisif pour l'ensemble de la région. Les droits de l'Homme sont au cœur de tous les enjeux politiques, sociaux et culturels du moment. Dans les négociations, les luttes pacifiques ou les tensions violentes, leur protection comme leur promotion ou leur ancrage constitueront l'indicateur majeur pour évaluer l'avancement dans la mise en œuvre d'un modèle de vivre ensemble citoyen et démocratique.

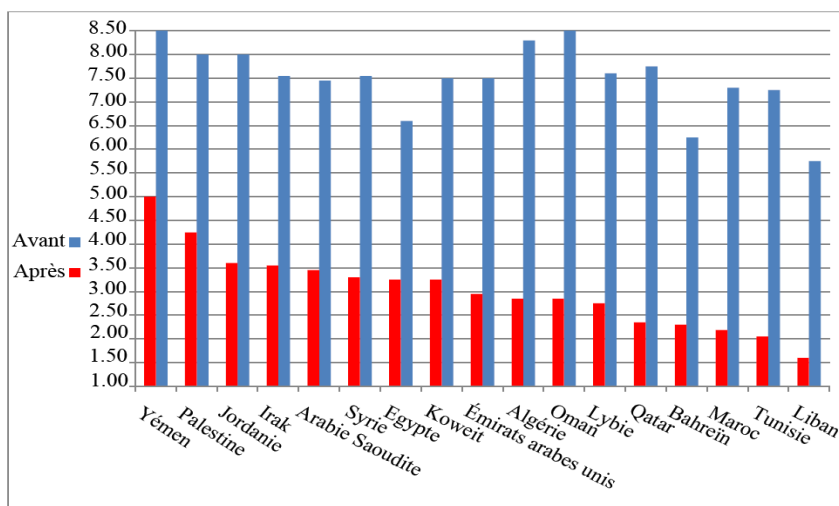
La transition éducative

Graphique 1 : Taux des jeunes arabes selon l'âge (15-19 ans) maîtrisant l'écriture et la lecture suivant le pays, 2010

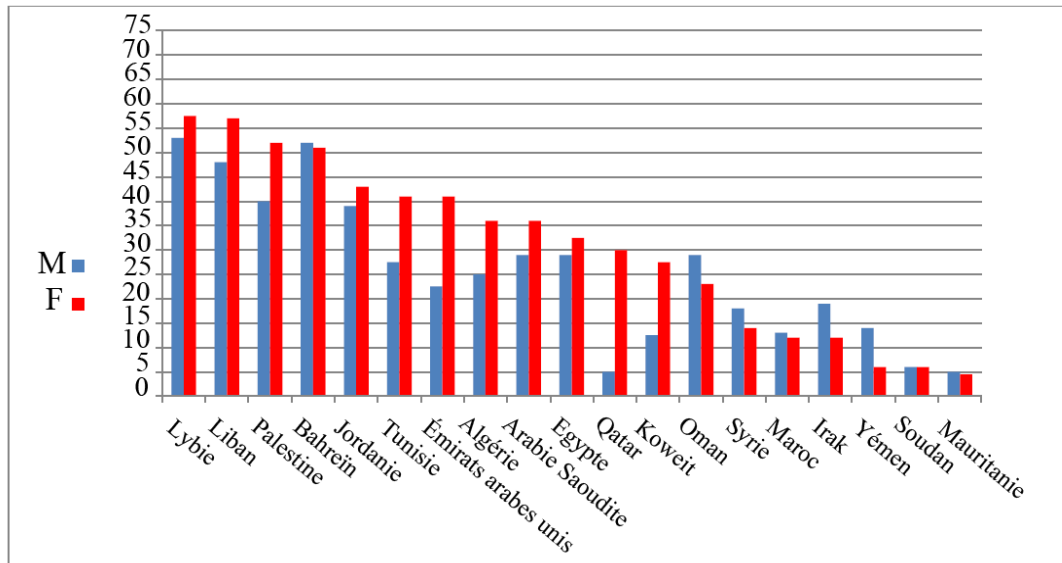


La transition démographique

Graphique 2 : Moyennes générales de fécondité dans les pays arabes avant la phase de transition démographique et en 2010



Graphique 4 : Taux d'accès à l'université (18-24 ans) selon le genre et le pays (vers 2010)



La transition urbaine (le cas marocain)

